

donner à la question de savoir comment les femmes canadiennes en bénéficieront est celle-ci: selon les estimations, pour appliquer le programme de garderies, le gouvernement du Canada devrait trouver environ 3 milliards de dollars par année.

Où trouver cet argent? En augmentant les impôts ou en réduisant les dépenses dans d'autres secteurs. Nous accueillons certainement toutes les suggestions qui permettraient de trouver ces 3 milliards supplémentaires. À mon avis, l'augmentation des impôts constitue une solution inacceptable pour la plupart des Canadiens.

On pourrait probablement trouver cet argent en augmentant le déficit, comme les députés de l'opposition nous encouragent à le faire. Augmenter le déficit veut dire qu'il faut emprunter de l'argent. À l'heure actuelle, nous empruntons de l'argent pour payer l'intérêt sur de l'argent que nous avons déjà emprunté. C'est ridicule. Le Canada ne peut pas continuer ainsi. Par conséquent, augmenter le déficit n'est pas la solution.

Comment cette décision aide-t-elle les femmes canadiennes? De la même façon qu'elle aide les hommes et les enfants canadiens, c'est-à-dire qu'elle permettra de stabiliser l'économie, d'aider à assainir les finances du pays et d'assurer que les générations à venir n'auront pas à payer plus qu'elles ne le devraient pour offrir des services à ce moment-là, comme c'est le cas pour les contribuables actuels, qui paient beaucoup plus qu'ils ne le devraient.

Le gouvernement a un excédent de fonctionnement qui, cette année, s'élève à 12 milliards de dollars. Nous prélevons 12 milliards de plus en impôts que nous dépensons, mais l'intérêt de la dette est de 43 milliards cette année. C'est un legs du passé, un monstre de 43 milliards de dollars.

Il efface l'excédent de 12 milliards de dollars et nous remet dans le trou. Si on continuait ainsi, les contribuables de demain seraient encore plus écrasés. Les femmes et les enfants de demain auraient encore moins de ressources à leur disposition, peu importe le gouvernement au pouvoir. Voilà pour la réponse à la question du député.

Il faut être responsable, sinon les programmes sociaux vont s'effondrer. On le sait. Le député d'en face s'intéresse beaucoup aux programmes sociaux, et c'est bien. Je lui en sais gré. Mais personnellement, je n'ai pas le moindre problème à ce sujet. Si nous laissons l'irresponsabilité financière ou budgétaire ébranler notre capacité de financer ces programmes, qui sera gagnant? Ce n'est plus une question de politique. C'est une question de bon sens.

Les crédits

Je ne crois pas que politiser le fait que nous payons des intérêts sur une dette élevée va aider de quelque manière que ce soit les femmes et les enfants du Canada. Regardons les faits en face et laissons tomber ici les discours qui ne riment à rien. Si nous faisons faillite, nous ne pourrions plus financer les programmes sociaux. Si nous ne pouvons plus financer les programmes sociaux, ce sont les plus démunis de la société qui en prendront un coup. C'est là où le député du Nouveau Parti démocratique veut nous mener. Ça n'a aucun sens.

• (1740)

Le président suppléant (M. Paproski): Il reste encore une ou deux minutes pour des questions et des observations. Le député de Winnipeg-Nord.

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le député a dit que c'était une question de bon sens. Eh bien, le bon sens dit qu'il faut trouver la cause du problème et ne pas traiter seulement les symptômes, comme en médecine.

Les agressions contre les femmes et les enfants sont les symptômes du problème. L'une des principales causes, c'est le manque, au pays, de programmes de garderies accessibles à tous. Nous devons nous pencher sur la cause du problème, et non sur ses symptômes.

Je suis content de voir que le député a admis que le déficit d'aujourd'hui est un legs du passé. Il sait, je crois, que les années de 1984 à aujourd'hui font partie du passé. Je suis content qu'il ait admis ça.

M. Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, chaque sou d'augmentation de la dette du Canada depuis 1984 peut être attribué à l'intérêt sur la dette qui existait auparavant. C'est la magie des intérêts composés. Qui-conque place 100 \$ dans un REER et laisse les intérêts s'accumuler sait que dans sept ans son capital aura doublé.

C'est la magie des intérêts composés, et le député devrait regarder de simples tables de détermination des intérêts composés. Je sais qu'il est médecin et qu'il n'a peut-être pas eu le temps, mais cela enrichirait sa culture générale.

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, je suis contente de parler après le député de Halton—Peel, car cela me permettra de répondre à ce qu'il disait au sujet du fait que l'on ne peut combattre le problème de la pauvreté avec de l'argent.

Je ne peux que lui citer une femme que j'ai connue et admirée pendant des années, qui a vécu dans la pauvreté, qui a élevé ses enfants dans la pauvreté et qui disait